

## Fiche-action n° 3.1

# Accompagner et sensibiliser les entreprises dans la définition d'une stratégie, d'un projet de développement

### ACTION :

- Nature (nationale/régionale) ;
- Descriptif du contenu (éventuelles sous-actions ou phases si mise en œuvre par étapes) ;
- Durée et calendrier de mise en œuvre.

- Régionale
- **Sensibiliser les chefs d'entreprise à l'importance et la nécessité d'établir une stratégie d'entreprise** à moyen terme et long terme au travers de réunions, d'animation d'un réseau.
- **Former les chefs d'entreprise** pour leur donner des clés, une méthodologie pour concevoir une stratégie de développement afin d'asseoir la pérennité de l'entreprise et gagner en compétitivité
- Communiquer aux chefs d'entreprises les attentes des financeurs en matière de **business plan**
- **Sensibiliser les structures de conseil** (banques, expert comptable, chambres consulaires qui connaissent les entreprises
- **Inciter les chefs d'entreprises** (TPE et PME) **à se doter d'une stratégie en conditionnant l'octroi d'aides publiques**, notamment dans le domaine de la transition écologique
- Dès à présent et de façon permanente

### OBJECTIF :

- Quel impact recherché sur le secteur à court, moyen et long terme ;

- **Dépasser la simple gestion du CT** pour les TPE et PME ;
- **Amener les chefs d'entreprise à s'interroger** sur **leurs objectifs** (type de marché, de produits, des axes de développement en termes de spécialisation, de diversification, d'internationalisation, d'expansion sectorielle...), **leurs moyens** (humains, financiers, techniques...) **et sur leur environnement** après avoir effectué un diagnostic de leur entreprise (atouts, faiblesses, contraintes, opportunités...).
- Encourager les entrepreneurs à s'ouvrir sur le monde extérieur pour acquérir de l'information, du conseil, de nouvelles pratiques, connaître les aides financières possibles en fonction de leur projet mais aussi à échanger en réseaux afin de mieux piloter au long cours leur entreprise
- **Permettre de mieux programmer les investissements** de modernisation ou de développement dans le temps
- **Anticiper les évolutions** (technologiques, réglementaires, sociales, mode de consommation...), savoir préparer l'avenir
- **Eviter la disparition d'entreprises** au motif qu'elles n'ont pas pu ou su se projeter à LMT pour concevoir un projet de développement pour adapter leur outil industriel, leurs produits, leurs compétences dans un pas de temps compatibles aux nouvelles exigences du marché

<ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Cohérence</u> de l'action avec les enjeux du secteur ;</li> <li>- Justification du <u>niveau de priorité</u> de l'action</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Par de la stratégie, donner de la confiance aux investisseurs</b> : lors d'ouverture de capital de l'entreprise, pour une demande de prêt. Apporter des gages de maîtrise, de sécurité en termes de pilotage</li> <li>- Conforter l'existence et la présence de nos entreprises dans nos territoires haut-normands</li> <li>- Face à une concurrence organisée et incisive, <b>l'absence de stratégie fragilise les entreprises</b></li> </ul>
<p><b><u>SYNERGIES</u></b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Liens</u> avec des dispositifs existants ou avec d'autres propositions d'actions ;</li> <li>-</li> <li>- <u>Interaction</u> avec d'autres ateliers thématiques ;</li> <li>- Possibilité d'<u>ouverture</u> de l'action à d'autres secteurs</li> <li>- Possibilité d'<u>expérimentation</u> dans la région (si action de niveau national)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- la Région exige, lors du dépôt d'une demande de subvention, que l'entreprise présente un plan de développement/une stratégie sur 3 ans</li> <li>- La définition d'une stratégie (quels produits, quels marchés, avec qui, comment...) est essentielle pour développer une activité à l'export. Elle ne s'improvise pas.</li> <li>- La mise en œuvre de cette action implique l'animation de réseaux (cf. action 3.3 et actions de l'atelier sur les stratégies collectives)</li> <li>- Oui, aux produits de l'amont non transformés. Valable pour tous les secteurs de l'économie.</li> </ul>
<p><b><u>CIBLE ET PARTICIPANTS</u></b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Cible envisagée</u> (quantitativement et qualitativement – ex : 50 PME) ;</li> <li>- <u>Acteurs impliqués</u> dans la mise en œuvre de l'action (sans forcément en être porteur)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les chefs d'entreprises de la région, plus particulièrement les TPE et PME (envisager de former quelques dizaines d'entreprises par an)</li> <li>- Tout organisme ou institution pouvant apporter/organiser du conseil : interprofession régionale (AHNORIA), plateforme de transfert technologique (Agro-Hall), organismes consulaires, centres de formation, établissements bancaires, centres de gestion, experts comptables, DRAAF, DIRECCTE, Région, le réseau GRANDDE (Groupement régional des acteurs normands pour le développement durable en entreprise)</li> </ul>
<p><b><u>COUT PREVISIONNEL</u></b> :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Liste et <u>montants indicatifs</u> des dépenses prévues ;</li> <li>- Piste de <u>financements privés</u></li> <li>- Modalités financières d'<u>intervention publique</u></li> </ul>	

Proposition d'action n° [numéro de l'action] : **3.1**

## Fiche-action n° 3.2

### Renforcer la lisibilité des dispositifs d'aide existants

#### ACTION :

- Nature (nationale/régionale) ;
- Descriptif du contenu (éventuelles sous-actions ou phases si mise en œuvre par étapes) ;
- Durée et calendrier de mise en œuvre.

- Régionale
- **Améliorer la lisibilité des dispositifs** d'aides (UE, nationales et des collectivités territoriales) pouvant être sollicitées par les entreprises, clarifier leur articulation et compatibilité entre elles
- **Mieux faire connaître le portail** internet « **HNEE** » (Haute-Normandie Espace Entreprises) **et le réseau des partenaires** de la Région chargés d'informer, de conseiller chaque entreprise et l'interprofession sur les aides existantes et de les aiguiller ensuite vers des personnes ressources spécialisées en fonction de la nature du projet présenté et de la stratégie de l'entreprise
- **Mettre en place des réseaux** pour promouvoir les dispositifs et le guichet unique
- **Désigner une structure d'accompagnement** pour toute entreprise ayant un projet et désirant le finaliser
- De façon permanente et dès que possible

#### OBJECTIF :

- Quel impact recherché sur le secteur à court, moyen et long terme ;
- Cohérence de l'action avec les enjeux du secteur ;
- Justification du niveau de priorité de l'action

- **Aider les entreprises à se développer** en captant des financements publics
- **Lever la critique sur le manque de lisibilité** des dispositifs d'aides, sur leur complexité, la multiplicité des interlocuteurs, des instances de validation en cas de multifinancement qui découragent certains entrepreneurs
- **Utiliser les financements publics disponibles** au mieux pour moderniser et dynamiser le secteur
- Eviter que des TPE ou PME ne s'endettent inutilement pour autofinancer des investissements productifs ou renoncent à des projets en raison d'une méconnaissance des aides possibles et de freins administratifs (lourdeurs, trop de contrôles, manque de réactivité, trop d'interlocuteurs...).

<p><b><u>SYNERGIES :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i><u>Liens</u> avec des dispositifs existants ou avec d'autres propositions d'actions ;</i></li> <li>- <i><u>Interaction</u> avec d'autres ateliers thématiques ;</i></li> <li>- <i><u>Possibilité d'ouverture</u> de l'action à d'autres secteurs</i></li> <li>- <i><u>Possibilité d'expérimentation</u> dans la région (si action de niveau national)</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Existence d'un portail internet de dépôt des dossiers de demande de subvention et d'un réseau de partenaires accompagnateurs animés par la Région, et accessible aux porteurs de projet ainsi qu'à l'ensemble des financeurs</li> </ul>
<p><b><u>CIBLE ET PARTICIPANTS :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i><u>Cible</u> envisagée (quantitativement et qualitativement – ex : 50 PME) ;</i></li> <li>- <i><u>Acteurs</u> impliqués dans la mise en œuvre de l'action (sans forcément en être porteur)</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Prioritairement les TPE et PME qui n'ont pas la possibilité d'avoir un service ingénierie</li> <li>- Services de l'État (DRAAF, DIRECCTE, référent régional IAA), Région, BPI, commissaire au redressement productif, chambres consulaires, agences locales de développement économique</li> </ul>
<p><b><u>COUT PREVISIONNEL :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Liste et <u>montants indicatifs</u> des dépenses prévues ;</i></li> <li>- <i>Piste <u>de financements privés</u></i></li> <li>- <i>Modalités financières d'intervention <u>publique</u></i></li> </ul>	

Proposition d'action n° [numéro de l'action] : **3.2**

## Fiche-action n° 3.3

# Adapter les aides publiques et le financement au cycle de vie de l'entreprise en intégrant les spécificités des IAA

### ACTION :

- Nature (nationale/régionale) ;
- Descriptif du contenu (éventuelles sous-actions ou phases si mise en œuvre par étapes) ;

- Durée et calendrier de mise en œuvre.

- Nationale et régionale
- **Adapter les besoins de financement au cycle de vie de l'entreprise** et à des besoins (création - développement - innovation - mutation - internationalisation - transmission)
- Pour combler des besoins de fonds de roulement (creusés en partie par la volatilité des prix [*matières premières, énergie*] avec une répercussion des coûts difficile), **faciliter le financement de trésorerie**
- Nécessité que l'action de la **BPI intègre les spécificités des IAA** (stabilité de l'activité, faible rentabilité, secteur atomisé, on travaille avec des produits frais qui limitent le stockage sur la durée) pour apporter, sans frilosité, des garanties (caution) et un appui financier aux projets présentés
- **Inciter les chefs d'entreprises à ouvrir leur capital social** pour se financer : obligations convertibles, dette sénior et mezzanine, capital investissement par les fonds souverains, fonds de filières, **fonds régionaux...**) ; dédramatiser en les cadrant, les répercussions sur la gouvernance des entreprises.
- Faciliter les transmissions en organisant des rencontres cédants/repreneurs, en synergie avec les organismes qui s'en chargent déjà (Réseau entreprendre, Accent, Initiatives HN)
- **Faire connaître le préfinancement du crédit impôt** pour la compétitivité, l'emploi et la recherche, ainsi que le calculateur :  
[www.economie.gouv.fr/ma-competitivite/simulateur-credit-dimpot-pour-competitivite-et-lemploi](http://www.economie.gouv.fr/ma-competitivite/simulateur-credit-dimpot-pour-competitivite-et-lemploi)
- De façon permanente et dès que possible

### OBJECTIF :

- Quel impact recherché sur le secteur à court, moyen et long terme ;

- **Faciliter le financement** des entreprises avec des conditions d'accès moins restrictives et plus en phases avec ses besoins
- **Favoriser la modernisation et le développement de l'outil industriel** sans report dans le temps faute de financement adapté ou frileux
- Mettre en œuvre le pacte national de compétitivité pour la croissance, la compétitivité et l'emploi
- Permettre aux entreprises de fabriquer des produits compétitifs

<ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Cohérence</u> de l'action avec les enjeux du secteur ;</li> <li>- Justification du <u>niveau de priorité</u> de l'action</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Eviter le vieillissement de l'appareil de production</b> par des difficultés d'accès au financement</li> <li>- <b>Maintenir de l'activité</b>, de l'emploi</li> <li>- Permettre à nos entreprises de rester compétitives ou d'améliorer leurs performances en réalisant les investissements nécessaires par un apport financier externe indispensable et plus adapté</li> </ul>
<p><b><u>SYNERGIES :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Liens</u> avec des dispositifs existants ou avec d'autres propositions d'actions ;</li> <li>- <u>Interaction</u> avec d'autres ateliers thématiques ;</li> <li>- <u>Possibilité d'ouverture</u> de l'action à d'autres secteurs</li> <li>- <u>Possibilité d'expérimentation</u> dans la région (si action de niveau national)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pacte national de compétitivité pour la croissance, l'emploi et la recherche, BPI, Coface,</li> </ul>
<p><b><u>CIBLE ET PARTICIPANTS :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Cible envisagée</u> (quantitativement et qualitativement – ex : 50 PME) ;</li> <li>- <u>Acteurs impliqués</u> dans la mise en œuvre de l'action (sans forcément en être porteur)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pouvoirs publics, établissements bancaires, BPI</li> <li>- État (MAAF, MRP), Région, BPI, Coface, DRAAF, DIRECCTE, UBIFRANCE, les sociétés de capital d'investissement régionales</li> </ul>
<p><b><u>COUT PREVISIONNEL :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Liste et montants indicatifs</u> des dépenses prévues ;</li> <li>- <u>Piste de financements privés</u></li> <li>- <u>Modalités financières d'intervention publique</u></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- BPI, Crédit d'impôt compétitivité emploi, aides publiques locales</li> </ul>

Proposition d'action n° [numéro de l'action] : **3.3**

## Fiche-action n° 3.4

### Lever les contraintes pesant sur l'environnement des entreprises

<p><b><u>ACTION :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Nature</u> (nationale/régionale) ;</li> <li>- <u>Descriptif</u> du contenu (éventuelles sous-actions ou phases si mise en œuvre par étapes) ;</li> <li>- <u>Durée et calendrier</u> de mise en œuvre.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Nationale</u></li> <li>- <b>Simplifier</b> les procédures administratives (ICPE) et le montage de dossiers</li> <li>- <b>Faciliter l'obtention de certificats sanitaires</b></li> <li>- <b>Stabiliser la fiscalité</b> : les règles changent trop souvent, manque de visibilité pour investir</li> <li>- <b>Exonérer les IAA de l'écotaxe</b> (prévue à partir de juillet 2013) pour les véhicules de plus de 3,5 t empruntant les routes départementales et nationales, particulièrement utilisées par les IAA et TPE &amp; PME (aug. du coût de transport estimée de 5 à 7% =&gt; ↘ rentabilité des entreprises) : difficile d'avoir recours au rail</li> <li>- <b>Baisser le poids des charges</b> qui pèsent sur les entreprises</li> <li>- <b>Favoriser le recrutement</b> en levant le seuil de 50 salariés à partir duquel un CE doit être constitué ou en décalant dans le temps sa mise en place (1 an) ?</li> <li>- De façon permanente et dès que possible</li> </ul>
<p><b><u>OBJECTIF :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Quel impact</u> recherché sur le secteur à court, moyen et long terme ;</li> <li>- <u>Cohérence</u> de l'action avec les enjeux du secteur ;</li> <li>- <u>Justification</u> du <u>niveau de priorité</u> de l'action</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Créer des conditions</b> (économiques et administratives) <b>plus favorables</b> pour le développement de l'activité des entreprises agroalimentaires</li> <li>- <b>Donner de la visibilité</b> aux chefs d'entreprises (qui fait quoi et où ?)</li> <li>- <b>Maintenir de l'activité</b>, de l'emploi</li> <li>- Permettre à nos entreprises de rester compétitives ou d'améliorer leurs performances en réalisant les investissements nécessaires par un apport financier externe indispensable et plus adapté</li> </ul>

<p><b><u>SYNERGIES :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Liens avec des dispositifs existants ou avec d'autres propositions d'actions ;</i></li> <li>- <i>Interaction avec d'autres ateliers thématiques ;</i></li> <li>- <i>Possibilité d'ouverture de l'action à d'autres secteurs</i></li> <li>- <i>Possibilité d'expérimentation dans la région (si action de niveau national)</i></li> </ul>	
<p><b><u>CIBLE ET PARTICIPANTS :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Cible envisagée (quantitativement et qualitativement – ex : 50 PME) ;</i></li> <li>- <i>Acteurs impliqués dans la mise en œuvre de l'action (sans forcément en être porteur)</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Pouvoirs publics</li> <li>- État : ministère de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt ministère du redressement productif ministère de l'économie et des finances ministère de l'écologie, du développement durable et de l'énergie</li> </ul>
<p><b><u>COUT PREVISIONNEL :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Liste et montants indicatifs des dépenses prévues ;</i></li> <li>- <i>Piste de financements privés</i></li> <li>- <i>Modalités financières d'intervention publique</i></li> </ul>	

Proposition d'action n° [numéro de l'action] : **3.4**



## Fiche-action n° 3.5

### Organiser une communication nationale sur l'image des IAA qui puisse être relayée en région

<p><b><u>ACTION :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Nature (nationale/régionale) ;</i></li> <li>- <i>Descriptif du contenu (éventuelles sous-actions ou phases si mise en œuvre par étapes) ;</i></li> <li>- <i>Durée et calendrier de mise en œuvre.</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <u>Nationale</u></li> <li>- <b>Améliorer l'image des IAA auprès du grand public</b> pour susciter de l'intérêt, de l'attractivité pour les métiers du secteur, de la consommation de produits et de l'activité pour les entreprises</li> <li>- <b>Montrer que les IAA représentent un poids important dans l'économie</b> en termes d'emplois, de chiffres d'affaires, d'innovation, d'exportation, que ce secteur est source de richesse...</li> <li>- Communication ponctuée dans le temps en fonction du message à faire passer, mais régulière</li> </ul>
<p><b><u>OBJECTIF :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Quel impact recherché sur le secteur à court, moyen et long terme ;</i></li> <li>- <i>Cohérence de l'action avec les enjeux du secteur ;</i></li> <li>- <i>Justification du niveau de priorité de l'action</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Donner confiance aux investisseurs</b> privés et publics</li> <li>- <b>Redonner confiance aux consommateurs</b></li> <li>- Encourager les investissements</li> </ul>
<p><b><u>SYNERGIES :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Liens avec des dispositifs existants ou avec d'autres propositions d'actions ;</i></li> <li>- <i>Interaction avec d'autres ateliers thématiques ;</i></li> <li>- <i>Possibilité d'ouverture de l'action à d'autres secteurs</i></li> <li>- <i>Possibilité d'expérimentation dans la région (si action de niveau national)</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- cf. fiche n°4.1 de l'atelier « Emploi – Formation - Attractivité – Conditions de travail » portant également sur la communication (action transversale à tous les ateliers)</li> </ul>
<p><b><u>CIBLE ET PARTICIPANTS :</u></b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <i>Cible envisagée (quantitativement et qualitativement – ex : 50 PME) ;</i></li> <li>- <i>Acteurs impliqués dans la mise en œuvre de l'action (sans forcément en être porteur)</i></li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Les consommateurs et les ONG en matière de consommation et d'environnement</li> <li>- Entreprises, ANIA, APCCI, APCA, ministères chargés de l'Agriculture et du Redressement productif, interprofession régionale (AHNORIA)</li> </ul>

**COUT PREVISIONNEL :**

- *Liste et montants indicatifs des dépenses prévues ;*
- *Piste de financements privés*
- *Modalités financières d'intervention publique*

Proposition d'action n° [numéro de l'action] : **3.5**